



Les français de plus en plus sceptiques sur l'EUROPE

Source: atlantico.fr avec la contribution de 3 spécialistes: [Bruno Alomar](#), [Yves Bertoncini](#) et [Jacques Sapir](#)

Les Français ne croient plus vraiment aux avantages de l'Europe et ne pensent plus non plus qu'on puisse la changer : quatre scénarios par lesquels elle pourrait renaître

ELABE

Les Français et l'Union européenne
4 octobre 2018

3

Les Echos

INSTITUT
MONTAIGNE

Principaux enseignements

➤ **Les Français sont partagés sur les bénéfices liés à l'appartenance de la France à l'Union européenne : 38% estiment qu'elle a plus d'inconvénients que d'avantages et 24% l'inverse. 38% affirment qu'elle a autant d'avantages que d'inconvénients**

Le sentiment que l'appartenance à l'Union Européenne représente un bénéfice pour la France est en baisse (24%, -7 points par rapport à mars 2017). Cette baisse est compensée par une hausse de la proportion de Français jugeant qu'il y a *autant d'avantages que d'inconvénients* (+6 points, de 32% à 38%). A noter que cette baisse concerne toutes les catégories de population.

Dans le détail, l'appartenance à l'Union européenne est différemment perçue selon les catégories socio-professionnelles :

- Les **cadres** sont **partagés** entre **plus d'avantages que d'inconvénients** (38%) et **autant d'avantages que d'inconvénients** (36%).
- Les **classes moyennes et classes populaires** sont **partagées** entre **plus d'inconvénients que d'avantages** (respectivement 39% et 45%) et **autant d'avantages que d'inconvénients** (36% et 40%).

Les **jeunes** portent un regard **plus optimiste** que les **seniors** sur l'appartenance à l'UE : 44% des **18-24 ans** estiment qu'il y a **autant d'avantages que d'inconvénients**, et 32% **plus d'avantages que d'inconvénients**. Les personnes âgées de **65 ans et plus** sont quant à elle **partagées** entre **plus d'inconvénients que d'avantages** (39%) et **autant** (36%).

Le positionnement à l'égard de cette appartenance diffère nettement selon le segment politique :

- Majoritairement **pessimistes**, **67% des électeurs de Marine Le Pen** du 1^{er} tour affirment que l'appartenance de la France à l'Union européenne occasionnent **plus d'inconvénients que d'avantages**.
- Les électeurs de François **Fillon**, de Benoît **Hamon** et de Jean-Luc **Mélenchon** sont **partagés**.
- Plus **optimistes**, une majorité relative des électeurs d'Emmanuel **Macron** jugent qu'il y a **plus d'avantages que d'inconvénients** (44%), 36% **autant**.

Atlantico : En réponse à [un tel sondage](#), montrant une attente des Français d'un changement de l'Europe - alors que ces derniers considèrent qu'Emmanuel Macron n'en aurait pas les capacités - quel serait le scénario qui permettrait d'aboutir à une réelle transformation du fonctionnement et de l'orientation politique de l'UE correspondant aux attentes des Français ?

Bruno Alomar : Avant de répondre à la question, il faut s'arrêter quelques instants sur le sondage. Même si nos systèmes démocratiques se caractérisent par une plus grande versatilité de l'opinion, ce qui incite à la prudence, une chose est certaine : la construction européenne, pour les français, n'a plus rien d'évident. C'est dire que les français sont en décalage majeur avec l'orientation de leurs gouvernants, dont le mantra, depuis Valéry Giscard d'Estaing – Emmanuel Macron ne déroge en rien à cette ligne- est de considérer qu'il faut toujours « plus d'Europe ». Il y a là un puissant feu qui couve...

Par ailleurs, il faut souligner que les français ont raison de considérer qu'Emmanuel Macron n'a pas les capacités de transformer l'Union européenne, contrairement au rêve qu'il a caressé et exprimé, en particulier en septembre 2017 au travers du discours de la Sorbonne. A cela deux raisons. La première, c'est que l'Union européenne est, par nature, lourde, complexe, car elle est la sédimentation de soixante années de construction, et qu'elle réunit des pays et de peuples aux caractéristiques très diverses, et aux intérêts souvent divergents. Prétendre, « changer l'Union européenne » en quelques mois, comme certains ont prétendu « changer la vie », c'est au mieux une naïveté, au pire un mensonge. La seconde raison, c'est justement qu'en prétendant changer rapidement l'Union européenne, le pouvoir en place, face à une situation politique très compliquée (migrations, raidissement américain etc.), dont il n'est pas complètement responsable, a exaspéré beaucoup de partenaires de la France, et rendu une éventuelle transformation de l'Union européenne encore plus difficile. Si l'on prend la question de la zone euro par exemple, ceci est patent : constatant l'incapacité de la France à se réformer, la plupart des Etats de l'Union ont adressé une fin de non-recevoir aux ambitions formulées par Emmanuel Macron. En fait, Emmanuel Macron a fait l'inverse de ce qu'il fallait faire : exiger de ses partenaires des réformes, alors qu'il fallait d'abord mettre en place un puissant train de réformes en France, afin de reconquérir notre crédibilité budgétaire et financière perdue...

Si l'on en vient à la question proprement dite, elle appelle plusieurs éléments de réponse. D'abord, les attentes des français. Quelles sont-elles ? Personne ne le sait vraiment. Une Europe qui protège ? Une Europe qui amène de la croissance et de l'emploi ? Rien que des évidences. Mais que met-on derrière ? La question sous-jacente, c'est plutôt, me semble-t-il, la question de savoir si l'Union européenne sert à quelque chose, et, surtout, à quoi elle pourrait servir. Or, à cette aune, il y a un décalage majeur entre la réalité de ce qu'elle est, de ce qu'elle peut faire, des pouvoirs qui sont les siens, et la perception qu'en ont les français. L'Union européenne, contrairement à ce que clament les pro européens et les-anti européens – jumeaux dans l'analyse erronée, mais qui, hélas, font l'opinion – n'est ni le Croquemitaine ni le Père Noël. Elle est toute petite ! C'est une organisation internationale qui a des pouvoirs dans le domaine économique, et nulle part ailleurs. Mais même dans ce domaine, ses pouvoirs sont beaucoup plus petits que ceux des Etats membres. Le chômage, la compétitivité, le pouvoir d'achat, l'investissement, l'innovation... tout ceci résulte d'abord et avant tout de choix nationaux et/ ou de réalités culturelles de long terme !

Ensuite l'orientation. Dans la mesure où l'on perçoit mal ce qu'elle est, il est difficile de savoir ce que l'on veut. Les français jugent l'Union européenne trop « libérale » ? Mais les britanniques la quittent parce qu'ils l'ont trouvée insuffisamment libérale au plan économique ! Les français voudraient qu'elle soit moins présente, qu'elle les laisse un peu en paix ? Mais ils sont les premiers – quand un problème survient - à demander plus d'Europe. Les français veulent plus de protectionnisme économique ? Les allemands pensent le contraire. Les français voient l'Europe comme un démultiplicateur de puissance ? Le concept même de puissance ou d'intérêt européen est insupportable à beaucoup de nos partenaires ! On pourrait continuer. En réalité, quand on pose la question de l'orientation de l'Europe, on se confronte à deux grandes voies, difficilement conciliables. La première, c'est plus ou moins d'Europe. La seconde, c'est une Europe plus à gauche ou une Europe plus à droite. Mais si vous êtes de gauche et pro européen, comment faites-vous si l'Europe qui se construit se construit « par la droite », comme les allemands le veulent ? Etc.

Dès lors, aucune réforme substantielle de l'Union européenne n'est possible. Les Etats-membres sont divisés sur ce qu'elle devrait faire. Le couple franco-allemand n'existe plus vraiment. Le problème migratoire, créé de toutes pièces par l'Allemagne, est un puissant dissolvant de l'Union. Le Brexit est peut-être une première étape de défaisance. Etc.

Au total, ceux qui militent pour un changement radical de l'Union européenne se trompent d'époque. L'heure n'est pas, qu'on le regrette ou non, à des avancées majeures. La réalité, beaucoup moins rose, est que pour les dix ans qui viennent, la question est : que peut-on sauver de la construction européenne... Dans mon ouvrage « [La réforme ou l'insignifiance – 10 ans pour sauver l'Union européenne](#) » (Editions de l'Ecole de Guerre – 2018), je m'efforce de tracer quelques pistes qui se résument à une idée simple : que l'Union européenne se concentre sur les quelques compétences fortes qu'elle a déjà, et qu'elle fasse enfin la preuve qu'elle les exerce bien dans l'intérêt des européens. Cela semble un truisme... Pourtant, les européens n'en sont pas convaincus.

[Yves Bertoncini](#) : Le sondage d'Elabe met en évidence une forme d'euroscpticisme français déjà bien identifié par les enquêtes Eurobaromètre et qui comporte deux dimensions principales. D'une part un attachement majoritaire à l'appartenance de la France à l'UE, dès lors que seulement 38% de nos compatriotes estiment que celle-ci comporte plus d'inconvénients que d'avantages : les Français ne sont pas aussi europhobes que les Britanniques, ils ne détestent pas l'UE au point de vouloir la quitter. D'autre part une volonté de changer, de transformer, de réorienter la construction européenne, afin qu'elle soit plus en phase avec la vision et les intérêts de notre pays : peu à l'aise avec le marché unique, nos compatriotes expriment ainsi traditionnellement leur frustration vis-à-vis des limites de l'Europe sociale et fiscale, de même qu'une prédilection pour une Union plus active sur le plan diplomatique et militaire.

Dans ce contexte, il n'est pas si étonnant que le sondage d'Elabe indique que près des 2/3 des Français doutent de la capacité d'Emmanuel Macron de "faire évoluer significativement le

fonctionnement et l'orientation politique de l'Union européenne". Ce constat fait en effet écho aux promesses si souvent formulées visant à construire l'Europe comme « une France en plus grand » et si souvent non tenues... Il confronte cependant le Président de la République aux ambiguïtés de son positionnement politique autant qu'aux limites de son influence diplomatique. Elu sur la base d'un message largement europhile, Emmanuel Macron s'est en même temps engagé en faveur d'une « refondation » de la construction européenne : cela représente un objectif particulièrement audacieux dès lors qu'il faut y rallier 26 autres pays, dont beaucoup sont plutôt attachés à l'UE telle qu'elle est.

C'est d'abord en tirant parti de l'instabilité géopolitique actuelle qu'Emmanuel Macron pourra promouvoir davantage d'actions communes en matière de sécurité collective et de politique étrangère, conformément aux attentes des Français : le cumul de nombreuses menaces et les incertitudes liées à notre « protecteur » américain rendent plus que jamais nécessaire de prendre notre destin stratégique en main, comme l'a par exemple souligné Angela Merkel. Cette « refondation » géopolitique de la construction européenne semble amorcée mais elle prendra du temps, de sorte qu'Emmanuel Macron se doit d'obtenir d'autres avancées symboliques aux yeux de son opinion publique : d'où son volontarisme en matière d'Europe sociale, de lutte contre le changement climatique ou pour la création d'un budget dédié à la zone euro... Il lui appartient d'être plus engagé pour la démocratisation de la gestion des Affaires européennes, conformément aux aspirations de ses concitoyens, mais aussi de bien mesurer les risques de privilégier une « Europe à plusieurs vitesses », redoutée par nombre de pays de l'UE, dont l'Allemagne.

Au total, la réussite de l'agenda communautaire d'Emmanuel Macron reposera sur sa capacité à bien calibrer le degré d'ambition de ses discours et propositions au regard des rapports de force politiques et diplomatiques actuels au sein de l'UE, afin de ne point trop accroître l'écart entre les désirs hexagonaux et la réalité européenne.

[Jacques Sapir](#) : Rappelons que ce sondage indique une nette montée de l'euroscepticisme. Le pourcentage des français qui considèrent que l'Union européenne (qui n'est pas « l'Europe ») possède plus d'avantages que d'inconvénients tombe à 24%. Les français souhaitent donc clairement une réforme de l'UE mais n'ont pas confiance dans les capacités d'Emmanuel Macron à la promouvoir. Il y a certainement une défiance quant au Président, mais il y a encore plus une défiance quant aux institutions de l'UE. Ces dernières interdisent pratiquement toute réforme puisqu'il faut – sur ce point – **un avis unanime des 27 pays**. Une autre manière de lire ce sondage est d'y voir le constat d'un désamour pour l'UE. En effet, si vous pensez que celle-ci présente plus d'inconvénients que d'avantages, ou autant d'inconvénients que d'avantages, ce qui est le cas de 76% des personnes interrogées, et si - de plus - vous n'avez pas confiance dans la capacité du Président de la République à changer les choses (64%), **la conclusion logique ne serait-elle pas de sortir de l'UE ?**

Il est aussi clair que les français ne croient plus en la perspective de longues négociations. L'exemple du Royaume-Uni, le *Brexit*, tout comme la méthode « *ultimatiste* » italienne, qui a

connu un succès évident, ont laissé une empreinte profonde. Un point important serait de se demander quel pourcentage de français serait en faveur de l'adoption de méthodes similaires par le gouvernement français. Car, ce que les personnes interrogées sentent confusément c'est que l'attitude d'Emmanuel Macron qui pense qu'il faut sauver à *tout prix* l'Union européenne et qui se refusera toujours à provoquer une crise grave, ne peut qu'échouer. Ils n'ont pas tort. Dans des négociations multilatérales, la position la plus forte est celle de celui qui est prêt à renverser la table. Le fait que la France soit un contributeur net au budget européen renforce évidemment cette situation. C'est la fin de l'idée d'un « fédéralisme » au niveau de l'UE. Cela valide l'idée que les français souhaitent que le gouvernement agisse pour la France, avec l'Union européenne, s'il le peut, contre l'UE s'il le doit.